



RAPPORT D'ETAPE

JUILLET 2002

CARITAS France Secours Catholique

8 bis rue Desaix

38100 GRENOBLE tel/fax : 04.76.17.20.80

sc38.cause.commune@wanadoo.fr

POUR SE REMETTRE DANS LE SUJET...

Inscrit dans la dynamique d'animation de la délégation de Grenoble du Secours Catholique, le projet Cause Commune a été lancé en Janvier 2001.

Cinq mois plus tard, l'équipe étant constituée, les trois quartiers étant choisis, nous avons véritablement pu commencer le travail de terrain, au contact des habitants. C'était il y a un peu plus d'un an.

Nous voici donc à nouveau fidèles au rendez-vous de ce rapport d'étape que nous publions tous les six mois. Nous avons eu le souci, en le rédigeant, d'y retranscrire notre expérience sous différents registres :

- Tout d'abord, notre approche progressive des habitants de ces quartiers où nous nous trouvons chaque jour, nous a fait pénétrer une réalité concrète de leur vie. Nous mesurons combien il est important d'être à l'écoute et de s'intéresser à ce que vivent les personnes. C'est la base de relations de confiance absolument indispensables à une approche plus collective par la suite.

- Par ailleurs, nous avons la confirmation de l'importance du temps dans ce type de démarche. A la fois le temps comme patience, pour nous inscrire véritablement dans le rythme des habitants mais aussi le temps qui permet de construire sur des bases solides et durables.

- Enfin, nous nous sommes confrontés à la nécessaire prise en compte d'un contexte local. Nous n'arrivons pas en terrain conquis. Des partenaires de tous ordres existent et nous devons composer avec eux. Notre expérience à ce sujet est toute en contrastes : des zones de lumière mais aussi des zones d'ombre.

Notre apprentissage est passionnant, parfois un peu rude. Vous le découvrirez au fil des pages qui suivent. Nous avons souhaité vous faire participer, par cet écrit, au déroulement de l'action, aux différents points stratégiques qui nous ont permis de réorienter l'action au fur et à mesure, mais aussi, aux différents aspects méthodologiques de la mise en œuvre.

Notre rapport est diffusé selon deux versions : l'une plus brève est destinée à vous introduire au cœur de notre travail dans trois quartiers depuis janvier 2002. Il s'agit de la démarche d'animation, de ses avancées et de ses difficultés. Cette version ne présente pas les diverses techniques que nous avons utilisées ni les outils que nous avons créés lors de nos rencontres collectives avec des habitants. De plus, nous y avons largement résumé les temps de formations et les divers aspects de notre collaboration avec la délégation du Secours Catholique ou autres partenaires. La version longue les présente en détail.

Du point de vue des trois membres de l'équipe Cause Commune, nous vivons l'aventure au jour le jour, avec ses soubresauts, ses déceptions, ses rebondissements, ses bonnes surprises. Notre détermination reste entière pour poursuivre l'engagement, même si le quotidien nous semble parfois éprouvant.

Cause Commune est une expérience, soutenue par le Secours Catholique. L'engagement initial a porté sur trois ans, de manière à disposer d'une durée significative au regard des moyens investis et des objectifs poursuivis. Une évaluation approfondie devrait, dans un peu plus d'un an, permettre d'en tirer des enseignements pour l'avenir. Ce rapport d'étape est une contribution partielle à l'évaluation.

Anne-Catherine BERNE, Ahmed NACERI, Jean-luc GRAVEN.

SOMMAIRE

I. LA DEMARCHE D'ANIMATION DANS LES QUARTIERS Page 3

QUARTIER CHAMP BERTON 3

Quelques chiffres
Le constat
L'association des locataires
La première fête de quartier
Un problème alarmant : les charges locatives
Champ Berton et le Grand Projet de ville
La démarche Cause Commune sur Champ Berton

CITE LEON JOUHAUX 6

Les rencontres individuelles, l'approche de la vie des gens
Le travail effectué avec l'école primaire
La naissance d'un groupe de femmes

CITE JEAN MACE 11

Les six premiers mois
Les six derniers mois
L'avenir

II. LE GROUPE TEMOIN 19

III. LES RENCONTRES PARTENAIRES 19

IV. FORMATIONS 20

V. EXPERIENCES RENCONTRES 21

VI. SUBVENTIONS 22

I. LA DEMARCHE D'ANIMATION DANS LES QUARTIERS

QUARTIER CHAMP BERTON

Nous sommes allés 89 fois dans ce quartier depuis mai 2001 dont 46 visites depuis le 1^{er} janvier 2002.

Quelques chiffres

Avant de commencer le récit de nos visites à Champ Berton, voici quelques brèves données de cadrage. Ce quartier comprend **82 % de locataires**, il représente **26 % des chômeurs** de Saint Martin d'Hères et **58 % des ménages sont d'origine étrangère**. Enfin il y a **3,29 personnes par logement en moyenne**.

Outre le fait d'afficher une image de copropriété dégradée et stigmatisée par l'extérieur, Champ Berton présente une situation inquiétante liée aux mauvaises relations que ce quartier entretient avec le propriétaire.

Dans le dernier rapport d'étape, nous avons mentionné l'organisation de la première rencontre collective d'habitants en **décembre 2001**. Cette dernière sera suivie de sept autres rencontres aussi riches les unes que les autres en matière de connaissance du quartier et de ses habitants.

Les animateurs de Cause Commune, par le biais de techniques d'animation, ont eu pour but d'insuffler un esprit de groupe tout en analysant les problématiques de ce quartier et en cherchant ensemble les moyens légaux pour y remédier.

Le constat

Parmi les problèmes analysés, plusieurs sujets ont été regroupés autour de différents thèmes :

-La propreté et l'hygiène : les habitants dénoncent : l'insalubrité extrême des appartements (due en partie à l'absence d'isolation et de moyen de chauffage adéquat) et des cages d'escaliers ; les encombrants (présence permanente d'épaves de voitures et de mobiliers en tout genre) ; la prolifération des rats ; l'absence de respect de certains habitants pour la propreté (ordures jetées par la fenêtre) et enfin l'entretien des égouts.

-L'aménagement du quartier : les locaux à poubelles sont trop vétustes et pratiquement jamais entretenus ; les portes des entrées d'immeubles ne ressemblent plus à des à des portes d'entrée ; il n'y a pas d'aire de jeux pour les enfants ; absence de parking pour les voitures et les nids de poules sont nombreux ; absence d'un lieu approprié pour les chiens.

-Les relations avec le propriétaire : outre l'absence de transparence dans le décompte des charges locatives, les habitants se plaignent de devoir aller payer leur loyer dans une cave qui fait office de bureau. Le nettoyage des montées d'immeubles et l'entretien des parties communes laissent beaucoup à désirer.

Durant les premières rencontres, on ne comptait qu'une poignée d'habitants (qui avaient tous un lien de parenté ; ceci s'explique par le fort réseau communautaire que l'on rencontre à Champ Berton). Par la suite, avec l'aide d'affiches apposées dans toutes les montées

d'immeubles et les discussions informelles avec les habitants, la salle polyvalente de la MJC recevait 25 personnes en moyenne (au cours des rencontres suivantes).

L'association des locataires

Une rencontre opportune donnera une autre dimension à l'action Cause Commune. En effet, le Président de **l'association des locataires de Champ Berton** est venu à notre rencontre pour nous exposer les difficultés de son association et sa solitude pour réunir les habitants.

Celle-ci était pratiquement inactive, elle ne fédérait seulement que quatre adhérents et le bureau n'était plus, depuis longtemps, représenté. D'un commun accord, Cause Commune et l'association des locataires ont décidé de travailler ensemble, les objectifs étant proches.

La première mesure a été, avant tout, de trouver les éléments fédérateurs pour réunir les habitants autour de l'association et conscientiser ces derniers sur la nécessité d'être ensemble pour résoudre les problèmes communs.

La première fête du quartier !

Le 27 avril 2002 a eu lieu la première fête du quartier organisée par Cause Commune et l'association des locataires avec l'aide d'une subvention de la mairie de Saint Martin d'Hères. Cette grande « première » a réuni environ 130 habitants dans une ambiance conviviale, de dialogue et de rencontres entre les habitants. Elle a permis aussi de mettre en relief l'esprit d'organisation de certains habitants. Outre le passage du Maire de la ville et de quelques élus (le Maire avait assuré les habitants de son soutien face au propriétaire « froid, égoïste et calculateur »), la journée s'est achevée avec la réalisation d'une action symbolique : une fresque murale, un enduit frais sur lequel les plus anciens habitants ont apposé l'empreinte de leurs mains et l'année de leur arrivée dans le quartier. Ce fut un moment très fort et symbolique. Une pancarte avec l'inscription « ***Nous voulons vivre et rester à Champ Berton dans la dignité.*** » a été fixée au dessus de la fresque.

Un problème alarmant : les charges locatives...

Cette manifestation a suscité par la suite de nouvelles rencontres d'habitants autour du thème des charges récupérables (entre temps l'association passait de 4 à 44 adhérents). Une subite hausse inexplicquée des charges a provoqué la colère des habitants. Ceci a eu pour conséquence de faire surgir à la lumière d'autres injustices jusqu'ici ignorées (entre temps une trentaine d'habitants s'étaient réunis devant la cave qui fait office de « bureau » pour afficher leur colère).

Suite à une nouvelle rencontre d'habitants, il a été décidé de demander à rencontrer le propriétaire pour lui demander des explications sur la répartition des charges entre les locataires et le propriétaire. Les habitants s'interrogent, entre autres, sur les factures de France Telecom et d'EDF-GDF du « bureau » de l'agence qui gère les intérêts du propriétaire, qu'ils doivent payer. Après s'être renseigné, il s'avère que ces éléments ne sont pas considérés en tant que charges récupérables par le propriétaire.

Cette rencontre donnera lieu à une masse d'informations imprécises, contradictoires et une attitude de gêne de la part du propriétaire concernant l'explication sur certaines charges récupérables par ce dernier.

A la demande du Président de l'association, des documents détaillés sur les charges seront exigés et remis sur-le-champ. L'étude de ces dossiers complexes sera confiée par l'association à un service de la municipalité qui aura la tâche de définir la répartition des charges entre les locataires et le propriétaire et mettre en lumière d'éventuelles irrégularités. Outre la mairie, des institutions telles la **CLCV** (Confédération pour le Logement et le Cadre de Vie) et le **PACT 38** ont été sollicitées afin de transmettre aux habitants les informations nécessaires pour la connaissance de leurs droits. Les habitants sont dans l'attente des résultats de l'étude des charges afin de mettre en place une action collective pour le rétablissement et le respect des droits des locataires.

Au début du mois de juillet, lors d'une de nos visites, nous avons pris connaissance d'une initiative personnelle d'un habitant. Ce dernier a méticuleusement étudié la répartition des charges entre les locataires et le propriétaire. Après avoir mis en exergue les irrégularités constatées, un calcul a fait apparaître une différence assez considérable entre ce que les locataires ont payé et ce qu'ils auraient dû payer.

Dans l'attente des résultats du travail effectué par la municipalité (afin de comparer les deux éléments), une rencontre d'habitants sera organisée pour faire part des résultats et pour décider ensemble quelle suite donner à ce constat.

Champ Berton et le Grand Projet de Ville

Parallèlement à cette action sur les charges locatives, les habitants de Champ Berton sont confrontés à la perspective du **Grand Projet de Ville** (requalification urbaine de certains quartiers de Grenoble et de Saint Martin d'Hères). Devant l'inquiétude face à l'avenir de leur quartier (démolition/reconstruction ?) et l'absence d'informations concrètes, les habitants ont manifesté le désir d'être plus informés et d'être partie prenante dans les décisions futures.

Une première démarche a été réalisée par le biais d'un retour écrit (qui pourrait faire office de validation du document réalisé) suite à un **diagnostic social** établi par un cabinet d'étude (Dialogue). Les habitants, à travers cette action, ont manifesté le désir légitime de participer activement au projet urbain. L'association des locataires, épaulée par les animateurs de Cause Commune, réfléchit sur d'autres moyens d'action pour s'impliquer davantage, en tenant compte par exemple, des actions menées par l'**Union de Quartier Mosaïque** autour de ce projet. Cette dernière peut servir de « locomotive » pour Champ Berton (sachant qu'elle fédère déjà d'autres quartiers).

La démarche de Cause Commune sur Champ Berton

Les actions menées autour de ces deux réalités que vivent les habitants montrent autant de signes de progression et de participation que de freins (on peut prendre l'image des pédales d'une voiture où il n'y aurait que le frein et l'accélérateur, la présence de la pédale d'embrayage pour passer les vitesses faisant parfois cruellement défaut). On fonce et on s'arrête brutalement à cause du manque de participation d'habitants ou d'informations concrètes et actualisées.

Champ Berton présente aussi la caractéristique d'être un quartier replié sur lui-même. L'absence d'informations qui entrent et qui sortent du quartier est une réalité, elle est un frein à l'ouverture du quartier vers l'extérieur. La présence de Cause Commune aura favorisé une

certaine ouverture par le biais, entre autres, du réseau de partenaires élaboré au fur et à mesure des rencontres (**Mairie, MJC Aragon, Union de Quartier Mosaïque, CLCV, Pact de l'Isère...**)

L'association des locataires, d'abord, malgré l'augmentation considérable d'adhérents, reste très fragile. L'absence d'un véritable bureau et d'un engagement collectif durable handicape les actions menées. Le président semble porter l'association sur ses épaules. Lors de nos visites dans ce quartier nous sentons de la part des habitants, une certaine bonne volonté plus ponctuelle que continue. L'absence de véritables leaders sur du long terme se fait sentir aux moments stratégiques des actions mises en place. Les habitants de Champ Berton ne sont pas passifs face à leurs problèmes mais plutôt inactifs ; ils sont conscients des injustices qu'ils subissent, ils nous le font savoir, parfois de façon virulente, mais quand il s'agit de tous se retrouver ensemble, les ardeurs refroidissent.

Il nous faut donc continuellement relancer les habitants et insister sur la notion de groupe collectif ; jusqu'à présent le terme collectif se réfère surtout aux réseaux communautaires et familiaux qui font aussi la spécificité de ce quartier. Comment alors fédérer ces réseaux en une seule cause commune ?

CITE LEON JOUHAUX

Nous nous rendons régulièrement dans ce quartier depuis le 22 Mai 2001. Nous y avons effectué 83 visites dont 44 depuis le 1^{er} Janvier 2002.

La première rencontre de groupe avec les élèves de la classe de CM2 a eu lieu le 11 Janvier. La première rencontre collective avec des femmes a eu lieu le 5 Juin.

Dans l'ensemble, depuis six mois, nous pouvons dire que notre travail a porté quelques fruits.

LES RENCONTRES INDIVIDUELLES, L'APPROCHE DE LA VIE DES GENS

Difficulté de connaître les habitants.

Il a fallu plus de temps dans cette cité que dans les autres, pour entrer en « pays de connaissance ». Cela tient à la taille du quartier, à ses constructions (des tours et des barres plutôt que de petits immeubles), au fait que les habitants sont à l'extérieur pour y passer mais pratiquent, moins qu'ailleurs, les longues séances de bavardage dans les espaces publics.

Pour nous, rencontrer une nouvelle fois quelqu'un connu une première fois, tient au hasard et à la providence. Il aura donc fallu presque une année complète d'approche persévérante pour connaître et être reconnu d'un nombre suffisant de personnes pour pouvoir entrer avec elles dans une proposition de construction de groupe.

Tout ce temps de gestation n'a pas été inutile. Il nous a permis de pénétrer dans un univers que, bien souvent, nous ne soupçonnions pas.

Les jeunes et leur mal de vivre.

Le désarroi des jeunes est impressionnant. A Jouhaux plus qu'ailleurs, cela nous est confirmé par les divers acteurs qui les côtoient, existe une passivité très grande. Cela tient aux divers traumatismes qui émaillent l'histoire du quartier, parmi lesquels la fermeture définitive de la MJC située au cœur de la cité. L'été 2001 a été calamiteux (agressions, incendies, incivilités, bruit et bagarres toutes les nuits, rodéos de voitures, de motos...). La municipalité a estimé qu'on avait atteint le fond du trou et qu'une réaction était indispensable.

Nous constatons avec plaisir que les efforts commencent à porter du fruit. L'équipe d'animateurs avec Jean-Marc Noirault procède par projets à partir des jeunes et non dans la perspective de la mise en place d'un nouvel équipement. Cela nous semble opportun. L'action est menée sur un secteur plus large que Jouhaux et paraît avoir plus de difficulté à émerger là qu'ailleurs. Cela se confirme en ce moment où, au cœur de l'été, nous rencontrons des jeunes désœuvrés qui ont échappé au dispositif et sont dans la provocation permanente. Nous espérons simplement que le temps et la persévérance feront leur œuvre auprès de ces jeunes particulièrement exclus.

La précarité de la vie des habitants.

Les habitants sont reclus, se protègent. La vie de voisinage est sous tension. Les habitants semblent avoir deux attitudes : soit ils se sentent insérés dans ce quartier, soit ils ne s'impliquent pas et en parlent comme si c'était un autre monde qu'ils ne fréquentent pas. C'est souvent la loi du silence, peur des représailles, peur pour les enfants. Ces habitants ne vivent plus qu'un sentiment de malaise.

Les adultes du quartier ne jouent pas le rôle d'adulte régulateurs comme ils le feraient disent-ils s'ils étaient dans leur pays d'origine. Ils sont passifs par rapport à la vie du quartier et par rapport au respect des espaces de vie collective. Les jeunes en profitent. Du coup, les jeunes deviennent eux-mêmes l'explication de tous les problèmes. En réalité, ils subissent souvent leur situation.

La détresse des gens, jeunes, enfants, adultes est impressionnante. Elle nous déconcerte parfois. Leur vision est très pessimiste. Les gens expriment tout le temps (les jeunes avec beaucoup de violence) leur sentiment d'abandon : « ici il n'y a rien, on n'est rien. ». Ils se comparent toujours aux quartiers voisins et se considèrent très défavorisés, oubliés des pouvoirs publics.

Le partenariat

Le Grand Projet de Ville : pour l'instant, nous ne percevons pas de signes déterminants de l'intérêt des habitants pour ce dispositif qui conditionne pourtant une partie du devenir du quartier. Nous ne saisissons pas les modalités de la consultation pourtant prévue. Sans doute est-ce un peu tôt pour se prononcer.

De nouveaux professionnels arrivent sur le quartier dont Jean Marc Noirault chargé de faire des propositions à la municipalité pour un éventuel fonctionnement qui remplacerait la MJC (fermée depuis l'été dernier). Il oriente la réflexion par rapport à une coopérative de projets.

Une rencontre avec une dame âgée investie sur le quartier depuis 1963 devrait permettre une éventuelle mobilisation pour une rencontre d'habitants.

LE TRAVAIL EFFECTUE AVEC L'ECOLE PRIMAIRE

Les évènements nous ont conduits vers l'école primaire du quartier. Nous avons considéré que les élèves avec qui nous avons entrepris une démarche étaient bien, eux aussi, des habitants du quartier. Notre collaboration, de ce fait, se justifiait amplement. Nous avons le sentiment de semer pour l'avenir. Déjà, nos relations dans le quartier se sont modifiées grâce à ce réseau d'enfants. Là également, nous avons la satisfaction d'avoir atteint un objectif concret. Il est vraiment le résultat du travail collectif des enfants. Il est cependant difficile d'en mesurer l'impact sur le quartier dans son ensemble.

LA DEMARCHE AVEC LES ENFANTS : CREATION D'UNE BANDE DESSINEE

Le processus.

Une première rencontre d'animation avec les élèves de la classe de CM2 a eu lieu : expression des enfants sur ce qu'ils aiment dans leur quartier et sur ce qu'ils voudraient y changer.

La question de la propreté est apparue comme pouvant donner lieu à une démarche de changement. Il y a deux ans, les élèves s'étaient transformés, le temps d'une demi-journée, en agents de nettoyage. Même si ces opérations propreté laissent des traces dans le souvenir des élèves, elles relèvent davantage d'une opération « coup de poing » que d'une avancée éducative de long terme. Nous avons donc entrepris avec les élèves tout un travail sur les comportements. « Je suis sale quand je... », « Je suis propre quand je ... ».

Cela a débouché sur un projet de bande dessinée destinée à tous les habitants. Les enfants ont entièrement conçu le scénario (sur 7 séances) et réalisé les dessins qui ont été imprimés pour constituer un beau document couleur.

La phase finale de diffusion a donné lieu à une action collective un mercredi après-midi. La moitié de la classe était présente ainsi que l'institutrice, les médias (deux télévisions, le quotidien régional), la présidente de l'office HLM... Cette relative mise sous les feux de la rampe était valorisante pour les enfants et a donné une ampleur plus large à l'action menée. On a parlé une fois positivement du quartier Jouhaux. L'impact réel est difficile à mesurer. Dorénavant et déjà, la coopération avec l'école, avec l'institutrice est positive, malgré les incertitudes qui ont régné, tout au long de l'année, sur le devenir de l'école.

Les effets du travail avec les enfants :

La démarche d'animation a été conduite avec rigueur et menée jusqu'au bout. Elle nous paraît révéler beaucoup de caractéristiques de l'action Cause Commune : travail à partir des enfants, dimension collective, analyse des problèmes, décision d'en choisir un et de s'y atteler, prise de conscience des changements de comportement nécessaires, créativité, fonctionnement démocratique, élargissement de l'action au-delà du groupe lui-même. La seule restriction est cependant importante. Le groupe d'enfant pré-existait puisqu'il s'agit d'une classe. Il a eu une durée de vie limitée puisqu'il s'est disloqué pour les vacances et que l'an prochain, les enfants seront dispersés sur plusieurs collèges. Nous les retrouvons cependant dans le quartier, ce qui est un point positif.

Les effets indirects :

Valorisation d'un projet collectif, mobilisation de plusieurs médias (télévision, journal), mise en place de nouvelles poubelles dans le quartier remarquées par les enfants.

Collaboration avec l'Education Nationale, plus particulièrement avec l'institutrice et avec l'intervenante arts plastiques. Elles ont accepté de partir d'un projet des enfants, même si au départ, on partait un peu dans l'inconnu...

Collaboration avec des partenaires : OPALE, ville de Grenoble, imprimeur... Le financement de l'opération a été assumé avec beaucoup d'enthousiasme par l'office HLM Opale et Gaz Electricité de Grenoble. La recherche de fonds a été relativement facile.

Les apprentissages des enfants :

Collectif : l'idée est bien de créer une seule bande dessinée en partant des idées de chacun.

Conscientisation : chaque enfant peut être, par certains actes, propre mais aussi parfois sale dans ses différents lieux de vie et selon les moments. Il faut changer de comportement.

Créativité : susciter l'imagination de chaque enfant à partir d'une problématique et des idées des autres enfants.

Vote : un travail par petits groupes de 4 enfants puis un système de vote individuel sur les idées à retenir a permis la construction du scénario.

Respect : ce n'est pas l'idée donnée par un autre enfant qui est mauvaise mais on cherche à prendre la meilleure de toutes pour le message qu'on veut faire passer. On apprend à respecter le travail de l'autre.

Fierté légitime : on est allé ensemble au bout du projet, on est fier de notre histoire, de la réalisation.

Ténacité, durée : ça n'a pas toujours été facile de voir que son idée n'était pas la meilleure, le principe du vote était souvent remis en question mais, peu à peu, il est entré dans les mœurs.

LA NAISSANCE D'UN GROUPE DE FEMMES

Depuis janvier, nous avons continué patiemment les contacts de rue pour établir des relations individuelles solides avec des habitants et élargir notre réseau de connaissances. Si cela a été long, parfois fastidieux, pénible en hiver, si nous avons connu quelques déconvenues, nous avons maintenant le sentiment que le groupe qui commence à exister vient répondre à temps à une réelle aspiration des femmes qui, pour l'instant, se sont lancées dans l'aventure. Une dynamique existe. Un premier objectif concret a été atteint. Les femmes ont souhaité rencontrer un juge, ce qui s'est réalisé tout début juillet. L'été va interrompre momentanément le processus mais nous sommes assez confiants pour qu'il se ré-enclenche fin août.

ANALYSE DE LA DEMARCHE

L'accroche, la crédibilité : une première discussion avec une femme et sa sœur fait ressortir une certaine mobilisation de la première et un problème de logement pour la deuxième. Deux autres rencontres suivent qui nous permettent de donner deux trois contacts pour le problème de logement et aussi d'avancer avec la première sur les regrets qu'elle avait par rapport à tout le temps qu'elle avait donné en tant que bénévole (vécu comme un échec).

Les tests. C'est alors qu'on se rend compte que, lors de ces premières rencontres les animateurs sont testés, il faut qu'on prenne le temps d'écouter, de comprendre la vie de ces femmes. Le fait de pouvoir donner de l'information nous permet de rentrer plus facilement en contact avec la deuxième femme et d'être crédible.

Notre a priori, créer un groupe : ce n'est pas nous qui avons vraiment provoqué la première rencontre, elle nous a été proposée par cette femme un jour spontanément. Elle voyait qu'on revenait, qu'on prenait le temps de l'écouter, même si elle était déçue, elle voulait bien retenter une aventure.

Partir des attentes, pas des problèmes. Lors de la première rencontre collective, nous avons pris le parti de ne pas faire l'analyse des problèmes de la cité mais de partir de ce que le groupe peut les aider à réaliser ensemble. Qu'est-ce qu'elles ont envie de faire pour elles et pour leur quartier ?

Réaliser quelque chose de concret : les vacances scolaires vont forcément provoquer une coupure, l'idée a été alors de réaliser quelque chose de concret ensemble, une première satisfaction. Il a fallu alors amener le groupe à faire un choix, préparer une rencontre avec un juge puis inviter le juge à venir répondre aux questions préparées par les femmes.

Nous avons clairement entendu la satisfaction des femmes après cette séance : elles ne croyaient pas qu'un juge puisse venir jusqu'à elles et qu'elles puissent avoir un échange en direct avec lui. C'est au point qu'elles nous ont dit ne pas avoir osé inviter leurs copines, pensant que cela ne se réaliserait pas !

CITE JEAN MACE

Depuis le 18 mai 2001, nous avons été présents 80 fois sur la cité Jean Macé : ces rencontres ont eu lieu pour la plupart sur la petite place au centre du quartier, dans le petit parc au bord de l'Isère, chez les habitants. Les 3 rencontres collectives ont eu lieu au Foyer Henri Tarze. Enfin, nous avons assisté à quelques réunions publiques organisées par le syndicat des copropriétaires et par l'Opale (office HLM et principal bailleur).

Afin de mieux saisir pourquoi nous avons décidé de cesser de travailler sur cette cité, nous allons reprendre brièvement les 6 premiers mois de notre présence, puis nous détaillerons la situation depuis janvier pour enfin expliquer notre décision. Nous n'indiquons ici que les dates marquantes ayant un intérêt pour comprendre l'évolution de notre travail dans ce quartier.

LES 6 PREMIERS MOIS

18 mai 2001 : la décision de travailler avec les habitants de Jean Macé est prise, nous sommes présents pour la deuxième fois dans le quartier. Les premières discussions avec des habitants font émerger deux personnes ressources dans la cité : une femme active de l'Union de Quartier (UdQ) et le président de l'UdQ et du CLUQ (Comité de Liaison des Unions de Quartiers de Grenoble).

12 juin 2001 : première rencontre avec le président. Il nous présente l'UdQ comme une association dynamique qui est là pour rendre service aux habitants, pour animer le quartier. Il ne comprend pas très bien notre démarche et nous fait déjà remarquer que d'autres quartiers seraient plus opportuns pour une démarche Cause Commune.

Courant juin, repérage des différents partenaires ou intervenants sur la cité : l'école, les assistantes sociales, la MJC Parmentier, les deux commerces, l'antenne Mairie Chorier Berriat.

Le quartier nous paraît calme, parfois même désert, on commence à connaître quelques pères maghrébins.

Certaines incertitudes commencent à planer sur l'avenir du quartier, les bâtiments sont en mauvais état, on ne sait pas ce qui sera construit sur le terrain vague entre le quartier et la bretelle d'autoroute.

On manque d'informations, beaucoup de rumeurs circulent. L'inertie de l'Opale sur le quartier revient souvent dans les conversations avec les habitants. L'isolation médiocre des appartements pose le problème du chauffage (parfois inexistant, souvent très coûteux), du bruit qui fini par causer des conflits entre les locataires.

Début septembre, une première rencontre collective se profile avec les quelques personnes que l'on connaît. Le problème du chauffage est omniprésent.

2 Octobre : rencontre des copropriétaires en présence de l'Opale qui permet :

- d'expliquer la complexité des décisions concernant l'avenir de la cité au vu du mauvais état des bâtiments.
- aux habitants de dire individuellement toutes leurs plaintes et leurs craintes.
- d'expliquer les principales causes de la dégradation des bâtiments :
 - a. Le manque de chauffage collectif et de ventilation.

- b. L'humidité qui imprègne les murs.
- c. Le double vitrage (on concentre encore plus d'humidité).

4 octobre : rencontre fortuite avec un membre actif de l'UdQ qui exprime son hostilité à notre démarche.

6 octobre : **première rencontre collective**, au Foyer Henri Tarze. La salle de l'UdQ nous a été refusée. L'analyse faite avec les habitants présents fait ressortir un problème de chauffage et de logement en général, appartements petits, salle de bain mal adaptées... Chaque participant se situe par rapport au quartier, depuis quand il habite dans le quartier. Ensemble, on essaye de repérer les événements importants qui ont marqué la cité.

9 octobre : une demande est adressée au président de l'UdQ pour une rencontre entre Cause Commune et l'ensemble des membres de l'association d'habitants après une longue explication du projet... Cause Commune paraît inconciliable, inopportun du fait de l'action de l'UdQ. C'est inutile dans la mesure où le quartier va bien, il n'a pas besoin de ça. Il faut insister pour que la demande de rencontre soit prise en compte.

10 octobre : rencontre sur la place avec un membre de l'UdQ (ancien président pendant 20 ans de cette association), il exprime son hostilité à notre arrivée sur le quartier.

L'UdQ semble être incontournable, les différentes conversations ne nous permettent pas de faire comprendre la démarche, les objectifs.

Mi octobre : l'absence de chauffage chez certains habitants commence à être un véritable problème, l'hiver approche.

On est invité par les habitants à entrer dans les appartements. C'est l'occasion de nous rendre compte de l'état des appartements et des conditions de vie désastreuses de certains habitants de cette cité.

La placette est de plus en plus déserte, comment pouvons-nous rencontrer de nouveaux habitants ?

22 octobre : des travaux de soutien des bâtiments les plus dégradés vont être réalisés par l'Opale : mise en place d'un corset métallique sur 2 bâtiments.

Les inquiétudes quant à l'avenir du quartier sont présentes. Les habitants devraient être informés de l'avenir du bâti début janvier, des experts viennent régulièrement dans le quartier.

8 novembre : **deuxième rencontre collective** sur la problématique du chauffage. Les soucis de chauffage d'un habitant nous affectent et nous mobilisent beaucoup. Nous l'aidons dans les différentes démarches. L'idée est de repérer avec les participants les différentes possibilités de chauffage en général, quel mode est le plus efficace et le moins coûteux ?

22 novembre : **troisième rencontre collective** avec l'intervention d'un professionnel de l'agence locale de l'énergie. La précédente rencontre n'a pas permis aux différents participants d'avoir une réponse concrète et suffisamment fiable par rapport aux différents modes de chauffage, on décide ensemble d'inviter un professionnel.

26 novembre : rencontre d'une nouvelle habitante qui semble comprendre notre démarche, qui ne fait pas partie de l'UdQ mais qui reste sceptique face à une éventuelle mobilisation des habitants dans ce quartier.

Début décembre : le froid ne nous permet pas de rencontrer de nouvelles personnes, nous sommes encore mobilisés par une situation individuelle.

LES 6 DERNIERS MOIS

Réflexion stratégique faite par l'équipe début janvier

L'amorce du groupe à travers trois rencontres est très fragile. Les personnes sont très tournées sur leurs problèmes personnels et peu prêtes à s'investir. La recherche de résolution de ces problèmes nous a été défavorable.

Paradoxalement, n'a-t-on pas été trop vite pour rassembler un début de groupe avec 5 pères maghrébins ? Il n'y a pas pour l'instant de personnes qui élargissent le groupe.

Du fait des problèmes avec l'UdQ, le petit parc et ses occupants de l'après midi ont été un refuge.

On engage à nouveau des rencontres avec des partenaires extérieurs et une nouvelle tentative de conciliation avec l'Union de Quartier va être menée.

Des situations individuelles très fragiles, très isolées que nous rencontrons nous sautent à la figure. C'est très tentant d'intervenir auprès de chacun. C'est une voie sans issue, on a essayé, mais il faut résister...
La rencontre avec la Présidente de l'Opale nous laisse entendre que l'avenir de ce quartier peut être profondément bouleversé (démolition envisagée).

16 janvier : quatrième rencontre collective qui n'aura pas lieu faute de participant.

29 janvier : deuxième relance téléphonique pour une éventuelle rencontre entre les animateurs de Cause Commune et les membres de l'UdQ. L'hostilité est encore une fois affirmée, le Président transmettra notre demande de rencontre à l'UdQ et nous donnera une réponse...

25 février : annonce publique dans la salle polyvalente de la démolition/reconstruction du quartier par l'Opale.

Quelques réflexions de l'équipe par rapport à cette rencontre

La priorité est le relogement des habitants. Pour l'instant aucune décision n'est prise entre la ville et l'Opale concernant la possibilité d'acheter le terrain vague pour construire un bâtiment servant de relogement transitoire, le temps de la démolition reconstruction d'autres bâtiments.

La ville a réservé dans le quartier Europole 18 appartements (du studio au F3). Les propositions seront faites au cas par cas. Les habitants du quartier ont priorité d'accès sur ces logements.

Les personnes de l'Opale, notamment M. Peyronnet, encouragent les habitants à chercher dès à présent un logement, même si la priorité est au relogement de la première tranche, ce n'est pas une exclusivité.

Le public est à la fois attentif, on sent que cela touche beaucoup les habitants. Les réactions sont vives plusieurs fois, quand l'Opale évoque le problème d'un risque de séisme, lorsque le plan de l'Europole est présenté. Chacun y va de son petit commentaire avec son voisin le plus proche. Les habitants sont plusieurs fois rassurés quant au problème du relogement notamment : « vous ne serez pas seuls », « on sera là pour faire les démarches avec vous »...

Le printemps est presque là : les habitants de la cité passent davantage de temps en bas des immeubles. L'annonce de la démolition/reconstruction nous permet de rencontrer les habitants plus facilement, ils sont préoccupés et ils ont besoin de l'exprimer.

Ce que les habitants expriment :

L'annonce de la démolition laisse les habitants un peu perplexes, soucieux de leur avenir, de l'avenir de leur quartier. Ils se sont finalement peu exprimés lors de l'annonce faite par l'Opale, les questions sont depuis abordées dans les allées, entre voisins, sur la petite place, aucune réponse n'est apportée. Le doute persiste, l'attachement au quartier des plus anciens serait à prendre en compte.

La cité semble de plus en plus repliée sur elle-même, la solitude subie et non choisie de certains habitants de cette cité se fait sentir, on remarque aucune présence physique de l'Opale, de la ville suite à cette annonce... qui pourrait permettre d'envisager l'avenir du quartier de manière sereine, en prenant en compte l'avis des habitants, leurs idées.

La position de l'Union de Quartier comme unique association présente sur le quartier renforce ce sentiment de repli sur soi. Les habitants sont effectivement très impliqués personnellement, il faudrait pouvoir aller contacter d'autres habitants ayant été dans cette situation, pouvoir mobiliser sur cet événement chaque habitant, que tous se sentent investis à leur manière dans l'avenir du quartier. L'envie de rester vivre sur ce quartier est exprimée très fortement par les habitants, comment se servir de ces envies pour en faire un moteur de mobilisation ?

4 mars : rencontre avec une membre de l'UdQ suite à l'annonce de la démolition/reconstruction. L'Union de quartier semble s'organiser, elle prend en main la situation. Nous proposons une collaboration sur l'organisation de rencontres d'habitants. Cette personne semble favorable mais réaffirme la position du bureau de l'association.

11 mars : nouvelle rencontre avec cette personne, appréciée dans le quartier, connue de tout le monde et proche des habitants, de leurs soucis.

Deux articles de presse viennent de paraître dans le Dauphiné Libéré. Les habitants reçoivent le compte-rendu de la rencontre du 25 février avec l'Opale et un courrier de la Mairie annonçant que des décisions sur l'avenir du quartier seront prise d'ici juin.

26 mars : le Maire vient rendre visite aux habitants.

Les copropriétaires sont en train de s'organiser en syndicat.

Certaines rivalités émergent au sein de l'UdQ.

Début avril : Cause Commune décide de provoquer une rencontre en invitant personnellement par courrier l'ensemble des habitants de la cité. On soumet cette proposition à une habitante, membre active de l'association d'habitants pour une éventuelle collaboration. On demande l'accès à la salle polyvalente, une rencontre avec l'ensemble des membres de l'UdQ est enfin programmée un mois plus tard.

Réflexion stratégique faite par l'équipe début avril

L'annonce de la démolition/reconstruction du quartier provoque au sein du quartier un certain désarroi et chez certaines personnes l'envie d'une éventuelle mobilisation.

Nous connaissons un certain nombre de femmes dans la cité dont certaines qui semblent avoir envie de se mobiliser : aider les habitants à se saisir de l'histoire du quartier, à parler de la vie du quartier...

La difficulté pour avoir accès à une salle au sein de la cité nous confirme le pouvoir de l'association d'habitants par rapport à la vie de quartier.

Les animateurs sont mal à l'aise dans le quartier : hostilité de certains, méfiance des autres, indifférence et suivisme de beaucoup.

Nous sommes témoins de l'unité de façade entre les membres de l'UdQ mais rivalité et lutte de pouvoir entre eux. A la limite, Cause Commune est une cible qui justifie un semblant d'accord entre eux.

Peu de contacts avec des partenaires et ceux qui ont été tentés sont peu suivis d'effet. Cause Commune est pratiquement le seul intervenant à Jean Macé. Le quartier est trop petit, tourné sur lui-même.

Incertitude sur l'avenir du quartier : l'entreprise Schneider Electric sera-t-elle démolie, remplacée par quoi ? Le tunnel sous la Bastille, s'il est décidé, créerait une bretelle d'accès au pied du quartier. Les immeubles seront-ils reconstruits ? Tous ?, Quelques-uns ?

Nous devons être présents sur le quartier en multipliant les visites à différents moments de la journée, en n'étant pas toujours en binôme, le but étant d'élargir le cercle de connaissances individuelles.

18 avril : on rencontre une nouvelle fois cette personne membre active de l'UdQ pour lui expliquer nos objectifs pour une rencontre d'habitants et pour lui demander conseil. Le refus du prêt de la salle ne nous est pas clairement notifié.

24 avril : rencontre fortuite avec plusieurs membres de l'UdQ. L'hostilité est bien présente. La date de rencontre officielle est pourtant confirmée. Par la suite, l'association nous informe d'un changement de date, nous comprenons qu'il s'agit encore d'un report d'un mois. Nous décidons de prendre encore patience.

28 mai : l'UdQ organise une première réunion avec les habitants avec pour sujet : « Venez exprimer vos inquiétudes et vos choix ». A priori, une centaine d'habitants sont présents, les mécontentements et le manque de certitude quant à l'avenir du quartier peuvent s'exprimer. Nous ne sommes pas invités.

29 mai : le bureau de la délégation du Secours Catholique a évoqué nos difficultés. Il nous invite, par la voix de la déléguée départementale, à poursuivre l'effort.

1er juin : une fête de quartier est organisée par l'UdQ, l'idée est de sortir de cette problématique démolition/reconstruction pour vivre un moment festif avec les habitants du quartier. Anne-Catherine s'y rend, occasion de rencontrer des habitants, le Président de l'UdQ l'ignore...

5 juin : deuxième réunion proposée par l'UdQ à tous les habitants de la cité, Cause Commune n'est toujours pas invité. Ce jour -là, nous réalisons le malentendu sur la date de rencontre avec l'UdQ qui nous a, paraît-il, attendus le 29 avril... Nous enrageons.

10 juin : rencontre fortuite entre Jean Luc Graven et le président de l'UdQ. Cela permet d'insister pour que soit proposée une nouvelle date : l'UdQ fait barrage à l'action de Cause Commune, on veut une décision claire de leur part.

24 juin : rencontre d'une quinzaine de membres de l'UdQ avec Michel Saillard (Président du Secours Catholique) et les trois permanents de l'action Cause Commune.

Morceaux choisis de cette rencontre avec quelques membres de l'Union de Quartier:

- « L'Union de Quartier a toujours été présente, s'il y a des gens qui ont des problèmes, on est là.»
- « On n'aime pas les gens qui prennent des habitants à part pour parler avec eux, c'est suspect ».
- « Vous cherchez une implantation dans un quartier pour toucher des subventions ».
- « On n'a jamais eu besoin de personnes extérieures, d'autres associations ».
- « Ca fait 7 ans que je suis Président, il m'a fallu 5 ans pour être reconnu car je n'habite pas le quartier ».
- « Il n'y a pas d'exclus ici ».
- « Allez ailleurs. Il y a des quartiers qui ont beaucoup plus besoin de vous ».
- « Allez donc à Mistral ».
- « C'est gentil de proposer votre aide ».
- « La cohésion du quartier est essentielle.».
- « On craint tout ce qui divise ».
- « On est très sollicité en ce moment, on a l'impression que des gens extérieurs au quartier essaient de tirer parti de ce qui se passe (le projet de démolition) ».
- « On vit une période très sensible, les habitants sont fragilisés. Il ne faut pas semer le trouble».
- « Les habitants sont traumatisés par les personnes étrangères ».

L'AVENIR :

Suite à cette réunion avec l'UdQ que nous attendions depuis un an déjà, quelques réflexions s'imposent :

- Ils nous disent toujours la même chose, ils ne comprennent pas la démarche et n'ont surtout pas essayé de la comprendre. Ils avancent toujours les mêmes arguments : on ne vous a jamais rien demandé, vous vous imposez dans un quartier, vous n'êtes pas représentatifs des habitants, on fait déjà tout pour les habitants, ils ne manquent de rien.
- Lors de cette rencontre, ils n'ont exprimé aucun aspect positif à notre arrivée, ils sont sur la défensive. L'absence de tout dialogue ne nous permet pas de travailler dans de bonnes conditions : mépris, méfiance, suspicion, rumeur...
- Il existe au sein de cette association 3 personnes visiblement très influentes qui sont et qui resteront hostiles à notre démarche, les autres membres restent plus indécis mais surtout silencieux.
- On est une cible à abattre pour une association d'habitants qui a elle-même été largement déstabilisée et affaiblie par l'annonce de la démolition/reconstruction de la cité.

Nous pouvons alors faire quelques hypothèses :

- Quelle que soit la réponse écrite de l'Union de quartier, ce n'est pas sa décision qui nous fera quitter le quartier, ce serait leur donner raison, ce serait capituler. On décide alors de continuer, un des objectifs sur ce quartier serait de faire évoluer cette association.

- L'Opale nous propose une collaboration. On devient alors le bras exécutif de l'Opale avec, comme objet de mobilisation, la démolition/reconstruction du quartier.
- L'objectif premier de regrouper des habitants pour agir ensemble sur leur vie de quartier ne peut pas être atteint. On a essayé pendant un an. L'hostilité de l'UdQ ne nous permet pas d'avancer dans la démarche. On abandonne.

En concertation avec le bureau de la délégation du Secours Catholique, l'équipe Cause Commune prend la décision de l'arrêt du travail avec les habitants sur la cité Jean Macé :

➤ Le maintien d'une position aussi hostile des membres de l'UdQ devant le président du Secours Catholique fait que, pour continuer, nous devrions nous imposer. On ne veut pas et ne peut pas s'imposer. Ce serait contraire à notre démarche : jusqu'à présent on n'est pas arrivé dans un quartier en terrain conquis mais avec l'idée de collaborer avec les habitants et les éventuels partenaires, associations,...

➤ L'hostilité, le mépris, l'agressivité exprimés et confirmés pendant la réunion ne permettent plus aux animateurs d'arriver sereinement dans le quartier, de proposer un collectif, un groupement d'habitants, on se place alors en concurrents.

➤ Nous ne pouvons pas nous positionner comme des concurrents : on ne veut pas être ou créer une association d'habitants bis. On ne cherche pas à nuire ou à doubler leurs actions. On aurait pu imaginer la renforcer, collaborer pour favoriser l'implication des habitants plus exclus, plus isolés. D'après l'UdQ, c'est impossible et inutile.

➤ L'UdQ prétend s'occuper de tous les habitants dans tous les domaines (la culture, les loisirs, le sport, l'habitat, l'aide individuelle). Quelle place pour d'autres intervenants ? Cause Commune est pratiquement le seul intervenant...

La décision d'arrêter notre présence sur la cité Jean Macé entraîne quelques conséquences :

Tout d'abord, il nous faut assumer l'arrêt, c'est à dire assumer le sentiment d'abandon vis à vis des habitants et de leur avenir, assumer l'échec d'un an et demi de travail et du coup de notre démobilisation, assumer par rapport à l'engagement des animateurs et enfin assumer pour l'image de Cause Commune en tant qu'expérience.

De plus, il nous faut aller annoncer aux habitants que nous connaissons et auprès desquels on s'était engagé que nous nous en allons en leur expliquant le pourquoi de ce départ.

En partant, nous pouvons imaginer pouvoir nous servir de cette expérience de plus d'une année de travail. Comment ? Qui serait intéressé ? Pour quoi faire ?

Le choix de venir travailler sur la cité Jean Macé ne nous semble pas avoir été mauvais. Nous avons senti et on nous avait alerté sur l'isolement de cette cité par rapport à la ville et sur l'isolement subi de certaines personnes habitantes du quartier. Au bout d'un an de présence et vu les décisions prises pour l'avenir de cette cité, ces constats sont de plus en plus flagrants lorsqu'on prend le temps de discuter avec les principaux intéressés. La difficulté de

rencontrer les habitants s'est fait sentir tout au long de cette année dans la mesure où nous ne voulions pas faire de porte à porte. Certains habitants sont tellement repliés sur eux-mêmes et finalement peu présents sur la place. Comment pouvions-nous les rencontrer ?

L'enfermement et l'isolement de ces personnes semblent être accentués par le positionnement de l'Union de quartier comme unique association, hostile à tout partenariat possible. Les habitants n'ont alors plus qu'une référence de mobilisation possible. Toute tentative externe devient trahison et Cause Commune est considéré comme un concurrent.

Quelles leçons tirons-nous de cette expérience ?

On ne peut pas construire une démarche d'animation dans un climat de résistance et d'hostilité. Le partenariat fait partie intégrante de la démarche. La démarche est basée sur une relation de confiance qui nous paraît indispensable pour la création de groupe.

Notre bonne volonté, notre endurance sont mises à l'épreuve. Un an est une durée conséquente. On ne s'arrête pas sur un coup de tête mais vouloir continuer sera contraire à la démarche, ce serait un acharnement.

L'expérience nous a déjà beaucoup aidés à nous positionner sur d'autres quartiers. Nous ne pouvons pas espérer construire un groupe sur les problèmes des habitants, il faut plutôt partir de ce que le groupe peut leur permettre de réaliser, de leurs envies personnelles, puis chercher ensemble une envie commune.

Nous avons choisi ce quartier en fonction de certains critères : l'architecture du quartier, son identité, la diversité de la population, sa position relégué dans la ville, le manque ou le peu d'infrastructures, la population plutôt défavorisée.

Nous considérons, avec l'expérience, que ces critères étaient judicieux pour Jean Macé. De fait, pour choisir un nouveau quartier, nous nous appuyerons à nouveau sur ces critères.

Nous nous apprêtons à rebondir ailleurs. D'ici le mois de septembre, l'équipe Cause Commune aura choisi un autre quartier pour mettre en place cette même démarche d'animation.

II. LE GROUPE TEMOIN

Depuis janvier 2002, l'équipe Cause Commune a rencontré par trois fois le Groupe Témoin. Rappelons que ce groupe est constitué par des personnes de professions diverses dont l'objectif est de faire progresser l'action Cause Commune par un questionnement critique et d'apporter un regard extérieur sur nos méthodes de travail et sur la vie de l'équipe en général.

Afin de mieux connaître les réalités des quartiers où Cause Commune intervient, il a été proposé au Groupe Témoin de se rendre dans ces quartiers par petits groupes accompagnés chacun d'un animateur.

L'objectif était, pour eux, de mieux s'imprégner et, tout simplement, de faire connaissance avec ces quartiers. L'expérience a été enrichissante et concrète. Elle permettra d'alimenter les débats sur différents thèmes lors des prochaines rencontres, avec un rapport différent à la réalité.

Hormis ces visites nocturnes, les deux rencontres suivantes du Groupe Témoin ont porté sur :

- la violence dans les quartiers.
- les fonctions de l'animateur dans le cadre de Cause Commune.

III. RENCONTRES PARTENAIRES

Dans la continuité de notre démarche d'analyse globale, nous avons rencontré de nouveaux interlocuteurs pour présenter notre démarche et pour envisager une éventuelle perspective de travail commun.

Nous avons ainsi rencontré :

Dans le cadre de la cité Jean Macé :

- le secteur Enfance du centre social Chorier Berriat,
- l'antenne Mairie de secteur 1.

Dans le cadre du quartier Jouhaux :

- le Conseil Communal de Prévention de la Délinquance (CCPD),
- le chargé de mission enfance-jeunes des quartiers sud-est de la ville de Grenoble,
- le correspondant jeunesse secteur Abbaye Jouhaux.

Dans le cadre du quartier Champ Berton :

- le service développement social et urbain (DSU) de la ville de Saint Martin d'Hères.

Dans le cadre d'une démarche plus générale :

- l'agence d'urbanisme de la région grenobloise
- et l'ADELS (Association pour la Démocratie et l'Education Sociale et Locale).

IV. FORMATIONS

A) La thérapie sociale (Charles Rojzman)

En avril 2002, à Arles, deux animateurs de Cause Commune ont assisté pendant une semaine à une initiation à la thérapie sociale dispensée par Charles Rojzman et son équipe.

« La thérapie sociale est une thérapie des institutions qui sont malades et qui rendent malades les individus. Le but n'est pas de soigner les individus mais de **partir de souffrances** vécues par les personnes pour provoquer des changements dans les institutions. Il s'agit de **réaliser des projets**, qui par exemple contribuent à changer le fonctionnement de la Police, de la Justice ou de l'Education Nationale... Ce qui, en retour, aura un effet quasi thérapeutique sur les individus et donc contribuera à faire évoluer les situations. »

Charles ROJZMAN, à travers la thérapie sociale, propose un cadre de travail, des techniques d'animation qui favorisent au sein d'un groupe l'expression, le dialogue et la coopération trop souvent effacés par les peurs individuelles, les passions et qui se transforment bien souvent en violence. L'objectif est de créer au sein du groupe de **l'intelligence collective**, de redonner confiance aux participants, de les aider à coopérer, de **faire circuler de l'information**...

Ce stage de sensibilisation à la thérapie sociale permet donc d'entrevoir le travail du thérapeute, sa place dans les groupes, les outils qu'il utilise, d'apprendre à mieux se connaître et de comprendre l'environnement dans lequel nous évoluons : les êtres humains sont ambivalents, ils ont une tendance à la sociabilité et aussi une tendance à la méfiance, à la peur. L'environnement peut, soit augmenter les peurs et empêcher la **coopération**, soit au contraire, rassurer l'individu et l'inciter à développer sa sociabilité et sa créativité.

A partir de constats, de l'expérience de chacun, de techniques d'animations, l'individu tentera de percevoir comment chacun fonctionne à partir du moment où il est dans un groupe.

Réussir à mieux comprendre les comportements violents, le racisme, les émotions, apprendre à gérer les conflits, à **travailler ensemble** : c'est la proposition de Charles Rojzman depuis une quinzaine d'années, dans l'administration (Education Nationale, Police, Protection Judiciaire de la Jeunesse...), dans les quartiers populaires (Lyon, Paris, Marseille, Toulouse...), mais aussi dans les grandes entreprises (EDF GDF par exemple).

D'où proviennent les violences, les incompréhensions, tous les dysfonctionnements en général qui génèrent des situations conflictuelles voire dramatiques ? Où prennent-elles leurs sources ? Comment y remédier ?

L'équipe de Charles ROJZMAN nous invite à entrer au cœur de nous-mêmes et des autres pour tenter de comprendre et explorer les différents chemins menant à l'écoute, au dialogue et à la coopération.

B) Parménie

Riches de la formation animée par Charles Rojzman et son équipe, les animateurs de Cause Commune ont voulu partager leurs expériences avec d'autres animateurs du Secours Catholique de Grenoble lors d'une journée d'échange à Parménie.

Après une présentation de Charles Rojzman, de son équipe et de son travail, des techniques d'animation ont été proposées et testées. Un débat s'en est suivi sur le contenu et les objectifs de ces techniques d'animation.

C) Journées de travail avec le Père Yvon Ambroise **(Coordonnateur des Caritas d'Asie)**

Dans le cadre d'échanges entre Caritas France-Grenoble et les Caritas d'Asie, le père Yvon Ambroise nous a proposé quatre journées de travail autour du thème de l'animation pour la transformation sociale. Ces journées, riches en techniques d'animation et en théories, s'inscrivent dans le travail entrepris par Cause Commune et renforcent ses liens avec ses correspondants internationaux, entre autres, l'Albanie et l'Amérique du sud.

D) L'école de la paix

Cette formation sur trois jours, s'adressait aux animateurs du Secours Catholique. Elle a porté sur une approche de l'imaginaire comme outil d'animation. Des expériences d'animation nous ont été proposées (jeux de pouvoir, création d'un conte systémique, différents « brise glace » et une animation destinée à permettre à un groupe de révéler ce qui constitue sa pensée commune, pour dégager un fond commun d'évidence à partir d'un thème, d'un mot clé).

E) Conférence – Villard de Lans -

Cette conférence a été animée par un psychologue québécois, Gilbert RICHER. Deux thèmes ont été proposés : l'attrait de LA DELINQUANCE et LA DEPRESSION ou le besoin d'être soi. Ce psychologue nous a présenté ses théories sur les différents facteurs qui provoquent les mécanismes menant à la dépression et/ou la délinquance. Pour ce conférencier, porteur d'une expérience importante, le jeune délinquant est à l'origine l'enfant le plus conscient, le plus équilibré, le plus sensible, dans une famille qui présente des dysfonctionnements.

F) L'Observatoire social de l'Isère

Nous avons assisté à une rencontre organisée par l'Observatoire Social de l'Isère sur le thème des actions collectives avec des habitants. Nous constatons l'émergence d'une véritable réflexion et d'une pratique, de la part de travailleurs sociaux et d'institutions, sur la participation des habitants dans leurs propres projets.

V. EXPERIENCES – RENCONTRES

Nous rappelons brièvement les diverses rencontres, les évènements, les expériences qui ont accompagné le parcours de Cause Commune.

- Ahmed Nacéri est parti à **Laç** (Albanie) une dizaine de jours en « immersion » avec des animateurs albanais (il s'agissait là de croiser des méthodes de travail dans l'animation de groupes d'habitants).
- Jean-Luc Graven lui a succédé quelques mois plus tard pour contribuer à mettre en place un travail **d'évaluation de la démarche d'animation menée depuis trois ans par Caritas France-Secours Catholique en Albanie.**
- Les animateurs ont participé aux manifestations organisées par la délégation de l'Isère à l'occasion des élections présidentielles et législatives. Il s'agissait de favoriser l'expression de personnes vivant l'exclusion, dans le cadre de **l'action institutionnelle du Secours Catholique.**
- Anne-Catherine Berne s'est rendue à Lourdes, avec des animateurs, des bénévoles et des personnes accueillies par le Secours Catholique, dans le cadre du voyage vers l'Espérance. Un temps fort de vie commune où la dimension spirituelle (au sens large) était au cœur des rencontres.
- Jean-Luc Graven participe aux échanges entre différentes expériences menées en France au sein du Groupe Quartier, au siège national du Secours Catholique. Par ailleurs, il contribue à la préparation d'une session nationale de quatre jours prévue en Mars 2003 sur le thème « Secours Catholique et développement en rural et en urbain ».
- L'équipe Cause Commune s'investit dans le processus **d'évaluation de la délégation de l'Isère du Secours Catholique**, prévu pour être conduit sur les deux prochaines années.

VI. SUBVENTIONS

Afin de ne pas laisser le Secours Catholique assumer seul le poids du budget de Cause Commune, nous avons cherché à obtenir des subventions auprès de :

- Secrétariat d'Etat à l'Economie Solidaire qui nous a fait connaître son refus préférant nous orienter sur les politiques de la ville.
- La Fondation de France qui nous a accordé 12500 Euros de subvention sur le budget « Agir Ensemble » comme soutien au lancement de l'action.
- Le FNDVA dont nous attendons la réponse pour octobre.

« LE SUR-HOMME,
CE N'EST PAS VOUS,
CE N'EST PAS MOI,
C'EST NOUS, A PARTIR DU MOMENT OU NOUS SOMMES ENSEMBLE ».

Albert Jacquard.